

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

4 mars 2021

## PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT - (N° 3787)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 209

présenté par

M. Ruffin, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud,  
M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens,  
M. Ratenon, Mme Ressiguiier, Mme Rubin et Mme Taurine

-----

**ARTICLE UNIQUE**

Compléter cet article par la phrase suivante :

« Elle s'engage à faire de sa politique d'achat public un exemple pour la lutte climatique. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

« Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner, notre cadre de vie, au fond à d'autres, est une folie. » déclarait notre président de la République, pris de stupeur face aux lourdes conséquences de la délocalisation de nos industries stratégiques.

En effet, en abandonnant notre souveraineté au marché, c'est la vie des Français que vous avez mis en danger, en mars quand les masques étaient absents, faute d'usines pour en produire. C'est à nouveau la vie des Français que vous avez mis en danger quelques mois plus tard, quand les tests étaient absents, faute d'usines pour en produire. Cette démonstration, nous pourrions la décliner cent fois. Et pourtant vous continuez, c'est l'avenir de notre planète, notre avenir à tous, que vous confiez aux mains des actionnaires quand vous laissez délocaliser la production des marchandises d'utilité publique.

Pourquoi laisser délocaliser l'entreprise Comatelec, le numéro 1 du « luminaire de ville », des lampadaires nouvelle génération, avec des Led, « intelligents », qui s'allument et qui s'éteignent selon les passants ? La conséquence au-delà des emplois perdus est que nos lampadaires devront maintenant faire des milliers de kilomètres polluants pour pouvoir nous éclairer.

Le gouvernement veut inscrire la lutte contre le dérèglement climatique à la constitution, qu'il soit le premier à montrer l'exemple et garantisse que tous les achats publics soient désormais conformes

à cet engagement. Pour notre souveraineté et l'avenir de notre planète engagez-vous à l'achat public français et responsable.